

# **SMICTOM LOT GARONNE BAISE**

## **Comité Syndical du 1<sup>er</sup> mars 2018**

### **COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE**

L'an deux mille dix-huit, le jeudi premier mars, à dix-huit heures, le Comité Syndical s'est réuni à Aiguillon, au siège du Syndicat sous la présidence de Monsieur Alain LORENZELLI.

|  |
|--|
| Nombre de délégués syndicaux<br>en exercice: 81 délégués<br>n° ordre 2018-01 et ordre 2018-02<br>Présents : 47                      votants : 56 |
|--|

### **Étaient présents : 47 délégués**

***Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas*** : Mmes Sophie CASSAGNE, Mireille PROVENT, MM Daniel GUIHARD, Michel PEDURAND, Bernard COURET, Christian LAFOUGERE, Alain MOULUCOU, Robert BETTI, Jean-François VALAY, Abdelkarim MOBARAK, Jean-Marc LLORCA, Philippe LAGARDE, Michel MANEC, Christian JOURDAIN, François COLLADO, Jacques DUMAIS, Aldo RUGGERI, Sylvestre CAZENOVE, Claude RESSEGAT (**19 présents**)

***Albret Communauté*** : M. Alain LORENZELLI, Mmes Valérie TONIN, Liliane GRISO, Paulette LABORDE, Joëlle LABADIE, Evelyne CASEROTTO, Michelle AUTIPOUT MM. Jean-Pierre CONSTANTIN, Jacques FRESQUET, Jean-Louis MOLINIE, Michel CAZENEUVE, Guy LATOUR, Lionel LABARTHE, Jacques LAMBERT, Francis MALISANI, Lionel SEMPE, Henri de COLOMBEL, Alain POLO, Jean-Claude BAURY, Jean-Louis VINCENT, Jean-Pierre VICINI, Roland MONTHEAU, Joël CHRETIEN, Pascal LEGENDRE, Claude MARIN, Christophe BESSIERES, Serge CEREAS, Bernard SENGENES (**28 présents**)

### **Assistaient également à la séance :**

Madame Chantal FERRY : Directrice Générale  
Monsieur Sébastien BENSOUSSAN : Responsable Administratif  
Monsieur Claude BOGALHEIRO : Responsable Technique  
Madame Olivia MOREAU : Chargée de mission  
Madame Aurelie CERZUELA : Chargée de communication

### **Pouvoirs de vote : (9 pouvoirs)**

***Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas*** : (4 pouvoirs)

Jean-François SAUVAUD à Daniel GUIHARD  
Fabienne De MACEDO à Michel PEDURAND  
Christine BIELLE à Jacques DUMAIS  
Christiane BARROUX à Philippe LAGARDE

***Albret Communauté*** : (5 pouvoirs)

Pierre DAGRAS à Jean-Pierre CONSTANTIN  
Jean-Pierre BARRAILH à Francis MALISANI  
Alain VILLA à Jacques LAMBERT  
Patrice DUFAU à Jean-Claude BAURY  
Robert LINOSSIER à Pascal LEGENDRE

**Secrétaire de séance : Monsieur Jacques DUMAIS**

---

Monsieur Alain LORENZELLI, Président du SMICTOM LGB précise que le quorum est atteint et ouvre la séance.

M. le Président propose de désigner Monsieur Jacques DUMAIS comme secrétaire de séance :

- Accepté à l'unanimité.

### **I. Débat d'orientation budgétaire (DOB)**

M. le Président rappelle que conformément au décret 2016-841 du 24 juin 2016, le SMICTOM LGB est tenu de présenter à son assemblée délibérante un rapport récapitulant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette contractée. A l'issue de la présentation de ce rapport, une délibération sera prise pour prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

Il précise également qu'actuellement le financement du service de collecte et de traitement des déchets s'effectue par le biais de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Son montant n'est pas lié au volume de déchets collectés auprès de l'utilisateur puisque son calcul s'effectue comme la taxe foncière en tenant compte de la superficie du logement et il est indépendant, par exemple, du nombre d'habitants du logement. L'objectif à moyen terme est de modifier ce mode de financement du service par l'instauration d'une redevance incitative liant la facturation du service au volume de déchets produit par l'utilisateur. Il sera alors incité financièrement à modifier ses comportements vers une diminution des quantités de déchets produits et une augmentation du tri pour une meilleure valorisation. Ce mode de financement permettra également d'appliquer le principe du pollueur-payeur à l'ensemble des usagers du service. Cela a été initié, cette année, par la mise en place de la redevance spéciale pour les professionnels.

Il est important de réfléchir dès à présent aux investissements pour sa mise en œuvre.

*M. Guy LATOUR souhaite savoir qui va s'occuper de la facturation des usagers dans le cas d'une redevance incitative.*

➤ *M. le Président indique que c'est le SMICTOM LGB qui s'en chargera*

*M. Guy LATOUR indique que sa mise en application impliquera donc des charges supplémentaires de gestion.*

➤ *M. le Président répond que tout comme pour la redevance spéciale, en plus de la part incitative liée à l'utilisation du service, la Redevance Incitative prévoit une part fixe incluant les frais de gestion.*

➤ *M. Jean-Louis MOLINIE précise que le principe d'une redevance incitative a été acté par la législation et est donc obligatoire. Le retour d'expérience des collectivités qui l'ont mise en place montre qu'elle contribue à diminuer le coût global des déchets. Il lui semble néanmoins que sa mise en application dans les territoires ruraux sera plus difficile. Il conviendra donc de s'appuyer sur l'expérience de la communauté de communes Bastides Haut-Agenais Périgord qui a voté le remplacement de la TEOM par la redevance incitative.*

➤ *M. Jacques DUMAIS confirme cette réduction en s'appuyant sur une étude publiée par UFC Que Choisir en février 2018.*

M. le Président laisse la parole à M. Pascal LEGENDRE, Vice-président en charge de la commission des finances, afin qu'il présente le rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette contractée.

### **• Un budget qui doit poursuivre l'optimisation des services pour préparer l'avenir**

#### **○ Optimisation des services :**

- le renouvellement du parc des véhicules (BOM, POLYBENNES, CAISSONS DECHETERIES),
- la rationalisation des circuits des collectes OMR et sélectives (PAP et PAV),
- les changements au niveau de la collecte sélective en porte-à-porte, **depuis le 1er janvier 2018 :**
  - **suppression de la collecte des JRM en porte-à-porte** sur toutes les communes bénéficiant de ce service,

- **suppression de la collecte hippomobile**, remplacée par une collecte de proximité sur l'ensemble de la commune de NERAC,
- la poursuite de l'installation de PAV supplémentaires pour les 3 matériaux, afin de respecter les objectifs fixés par Citéo (Eco-emballages et Eco-Folio),
- l'adaptation et la mise aux normes des déchèteries,
- développement des actions de communication,
- mise en place de la **Redevance Spéciale** pour les professionnels
- création d'un service **Prévention**
- la maîtrise des charges de personnel.

○ **Stabilisation des tonnages OMR collectés et augmentation des tarifs de VALORIZON :**

VALORIZON avait annoncé une modification de l'harmonisation tarifaire et le lissage des tarifs de 2017 à 2023, de ce fait, en tenant compte de l'augmentation de 3 €/tonne de la TGAP, soit une incidence de 2.61 €/T en 2017. La nouvelle actualisation du tarif 2018 va entraîner une augmentation de 2.26% de la prestation pour le traitement soit + 28 000 € pour les OMR.

○ **Augmentation du prix du carburant :**

Le prix du litre a augmenté d'environ **18.26 %** entre décembre 2017 et janvier 2018. Sachant que 245 500 litres de gas-oil ont été consommés en 2017, nous avons calculé pour l'ensemble du parc une augmentation de 53 000 €

○ **ISDND de Fauillet :**

L'autorisation préfectorale pour la poursuite de l'exploitation de ce site jusqu'au 31/12/2018, permettra cette année encore, d'atténuer les charges de fonctionnement (23 €/T en 2017) pour le traitement du « tout venant » ; de ce fait le SMICTOM LGB a économisé **26 151 €** et prévoit pour l'exercice 2018 une atténuation d'environ 15 000 €

***PRECISION : le montant de la ligne semi-budgétaire (1 145 000 €) prévu pour le site de FAUILLET a été réintégré dans le budget en 2015. Il n'est pas compté dans le résultat comptable, mais dans le plan de financement, chaque année, les études, les prestations et travaux seront imputés à cette opération (investissement ou fonctionnement).***

○ **Modification du plan pluriannuel d'investissement (P.P.I.) :**

■ **Poursuite de la programmation des investissements pour la période 2018 à 2022 :**

Par délibération en date du 31 mars 2016, le Comité Syndical avait approuvé le P.P.I. pour la période 2016-2020. Le Plan Pluriannuel d'Investissement, est un **outil de programmation des investissements envisagés pour les cinq ans à venir**, tenant compte de leur coût prévisionnel et du rythme de leur réalisation. En se basant sur les capacités financières du SMICTOM LGB (participations, excédent, capacité d'endettement), il nous renseigne sur la réalisabilité de nos investissements, tout en s'assurant, avant de les mettre en œuvre, que les objectifs seront compatibles sur la durée avec les moyens financiers du SMICTOM LGB.

Le PPI est de ce fait aussi un **outil de bonne gestion** qui doit donc garder un **caractère évolutif** car il pourra être réactualisé chaque année, afin de tenir compte des aléas de toute programmation, et pour procéder aux ajustements nécessaires.

■ **Résultat comptable du SMICTOM LGB (excédent cumulé fonctionnement & investissement) :**

- 2015 : 940 353 €
- 2016 : 839 826 €
- 2017 : 1 262 586 €
- 2018 : 1 362 000 €(prévisionnel)
- 2019 : 1 362 000 €(prévisionnel)
- 2020 : 1 548 000 €(prévisionnel)
- 2021 : 1 548 000 €(prévisionnel)
- 2022 : 1 548 000 €(prévisionnel)

| Principaux investissements  | Montant     |
|---|-------------|
| Achats de véhicules<br>Adaptation des collectes, renouvellement du parc                               | 1 250 000 € |
| Réhabilitation de l'ISDND de Fauillet<br>Investissement pour le suivi trentenaire                     | 690 000 €   |
| Site unique (études et réalisation) HQE<br>Siège, garage, atelier, station de lavage, vestiaires..... | 4 331 000 € |
| Collecte sélective en PAV<br>Mise à niveau et renouvellement  | 155 000 €   |
| Actions innovantes - Prévention<br>Valorisation avant traitement                                      | 200 000 €   |

### **Achats de véhicules : 1 250 000 € sur six exercices**

2017 : 342 000 € pour 2 BOM neuves et 80 000 € pour une poly benne d'occasion récente (C.A. 2017)

2018 : 175 000 € pour 1 BOM

2019 : 320 000 € pour 1 BOM mixte (lève-conteneurs + grue avec KINSHOFFER)

2020 : 175 000 € pour 1 BOM – terminant le renouvellement du parc (prochain en 2021)

2022 : 100 000 € pour une poly benne CS-PAV-DEC

2023 : 100 000 € pour une poly benne CS-PAV-DEC

### **GESTION DU PARC DE VEHICULES DANS LE CADRE DE L'OPTIMISATION DES CIRCUITS DE COLLECTE**

- ❖ **Collecte OMR** : 7 circuits = 7 BOM + 4 BOM supplémentaires pour rotations, transfert, mulet ou entretien, soit **11 BOM minimum**
- ❖ **Collecte sélective PAP** : remplacée par une collecte de proximité (PAV) préconisée par CITéO (-1BOM)
- ❖ **Optimisation dès 2020** :
  - Compacteurs solaires en remplacement des PR-OMR de grande capacité (CALIGNAC, MONCAUT, MONTAGNAC), collectés en F 0.5 par un véhicule poly benne (optimisation des trajets de la BOM n°7 et des frais de personnel : 1 agent)
  - Conteneurs OMR enterrés (acquisition d'une BOM mixte équipée d'un grappin et de lève-conteneurs) pouvant collecter jusqu'à 9T au lieu de 7 T actuellement (optimisation des trajets de la BOM n°7 – l'équipe, composée de 2 agents polyvalents, titulaires du permis C qui pourront être affectés pour compléter le temps de travail, aux transferts des caissons des déchèteries ou à la collecte de PAV)
  - Le quai de transfert permettra la suppression de **2 BOM** réservées actuellement pour les rotations ou transferts ainsi que le poste dédié (agent muté au syndicat départemental de traitement)

*M. Lionel SEMPE demande des précisions sur le fonctionnement des compacteurs solaires*

- *M. le Président présente un visuel et indique que ce dispositif autonome permettrait de supprimer certains points de regroupement où les conteneurs de 750 l, en grand nombre, s'intègre mal dans le paysage et où les débordements sont réguliers et importants. Son grand volume permet également de réduire les fréquences de collecte. Il est totalement étanche évitant ainsi tout risque de pollution et il peut être équipé d'un système à carte afin de contrôler son accès dans la perspective de l'instauration d'une tarification incitative.*

#### ■ **Incidence sur le parc de véhicules :**

- 2018 à 2019 : **15 BOM** (OMR + CS + Déchets verts + « mulets »)
- 2020 à 2022 : **12 BOM** dont 1 mixte
- Maîtrise des charges de fonctionnement (carburant, entretien...)
- Maîtrise des charges de personnel

#### ■ **Incidence sur l'état de la dette :**

- **-36 000 €/BOM/an, soit 108 000 € (540 000 € sur 5 ans)**

## Collecte sélective en P.A.V. : 155 000 €

### Pack de base 5 400 €(trois colonnes aériennes)

- Augmentation du nombre de PAV ..... : 73 000 €
- Renouvellement du parc et harmonisation ..... : 82 000 €

M. Bernard COURET tient à faire part de l'incompréhension de certains usagers qui subiront une diminution du service (suppression de la collecte en pap par une en apport volontaire) sans diminution de leur TEOM.

- M. le Président répond que la collecte en apport volontaire, moins onéreuse et plus performante permet de maîtriser les coûts de collecte et de traitement des déchets. Sans aucune réorganisation de la collecte des déchets, nous observerions une forte augmentation des coûts globaux et donc de la TEOM.

Il présente aux délégués le compte rendu d'activité concernant la collecte des emballages ménagers pour l'exercice 2016, établi par CITÉO. Il apparaît que les résultats du SMICTOM LGB peuvent être améliorés pour la collecte du verre et des emballages légers. Néanmoins, on observe une progression des tonnages collectés pour le verre (+10.9%) qui correspond au remplacement de la collecte du verre en pap par une en apport volontaire. Cette performance devrait être meilleure en 2017 puisque le parc des colonnes verre a été complété. Si nos performances sont à améliorer, en revanche, les erreurs de tri et les coûts sont inférieurs à la moyenne.

Dans ce rapport, Citéo préconise également le remplacement de la collecte sélective en pap par une collecte de proximité (PAV) qui apporte un service de qualité pour un coût maîtrisé tout en garantissant les performances de tri.

Citéo rappelle également que la loi de Transition Énergétique prévoit d'ici 2022 l'extension des consignes de tri à tous les plastiques. Cette évolution pourrait être l'occasion de réfléchir à un nouveau dispositif de collecte et de tri des emballages (le basculement des cartons dans la borne bleue « JRM » permettrait de dégager du volume dans la borne jaune « EMR » pour accueillir les nouveaux plastiques et contribuerait à limiter les coûts du tri)

Il convient donc de réfléchir aux moyens nécessaires à la mise en place de cette extension

Mme Valérie TONIN demande s'il possible d'avoir un exemplaire du rapport

- M. le Président indique que ce rapport sera transmis à tous les délégués

### L'engagement du SMICTOM LGB :

- chaque commune doit être équipée d'un PAV complet (de 1 à 500 habitants)
- 1 PAV supplémentaire par tranche de 500 habitants (400 habitants pour le verre)

### DOTATION PAV ACTUELLE PAR TERRITOIRE

| ALBRET<br>COMMUNAUTE | 34 COMMUNES - 27 510 HABITANTS | MOYENNE DE COLONNES/POPULATION |
|----------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| EML                  | 79 colonnes                    | 69                             |
| JRM                  | 70 colonnes                    | 69                             |
| VERRE                | 90 colonnes                    | 69                             |
| <b>TOTAL</b>         | <b>239 colonnes</b>            | <b>207</b>                     |
| CCCCP                | 29 COMMUNES - 18 747 HABITANTS | MOYENNE DE COLONNES/POPULATION |
| EML                  | 54 colonnes                    | 47                             |
| JRM                  | 46 colonnes                    | 47                             |
| VERRE                | 59 colonnes                    | 47                             |
| <b>TOTAL</b>         | <b>159 colonnes</b>            | <b>141</b>                     |
| RECAPITULATIF        | 63 COMMUNES - 46 257 HABITANTS | MOYENNE DE COLONNES/POPULATION |
| EML                  | 133 colonnes                   | 116                            |
| JRM                  | 116 colonnes                   | 116                            |
| VERRE                | 149 colonnes                   | 116                            |
| <b>TOTAL</b>         | <b>398 colonnes</b>            | <b>348</b>                     |

**DOTATION SUPPLEMENTAIRE A PREVOIR PAR COMMUNE**

|                          |                                   |
|--------------------------|-----------------------------------|
| CALIGNAC                 | 1 PAV complet                     |
| FEUGAROLLES              | 1 JRM                             |
| LAMONTJOIE               | 1 VERRE                           |
| LAVARDAC                 | 2 EML - 3 JRM - 1 VERRE           |
| MONCAUT                  | 1 JRM - 1 VERRE                   |
| MONTAGNAC/AUVIGNON       | 1 JRM - 1 VERRE                   |
| MONTESQUIEU              | 1 JRM                             |
| VIANNE                   | 1 PAV complet                     |
| <b>ALBRET COMMUNAUTE</b> | <b>4 EML - 9 JRM - 6 VERRE</b>    |
| AIGUILLON                | 6 EML - 6 JRM                     |
| GRANGES/LOT              | 1 JRM - 1 VERRE                   |
| LAUGNAC                  | 1 JRM - 1 VERRE                   |
| MADAILLAN                | 1 PAV complet                     |
| MONTPEZAT                | 1 JRM - 1 VERRE                   |
| PORT-SAINTE-MARIE        | 3 EML - 2 JRM                     |
| PUCH D'AGENAIS           | 1 VERRE                           |
| <b>CCCCP</b>             | <b>10 EML - 12 JRM - 5 VERRE</b>  |
| <b>TOTAL</b>             | <b>14 EML - 21 JRM - 11 VERRE</b> |

**Réhabilitation de l'ISDND de FAUILLET : 740 000 € en autofinancement**

- Etudes et assistance M.O..... : 70 000 €
- Réhabilitation (fin de l'arrêté d'autorisation d'exploitation) ..... : 620 000 €
- *Suivi trentenaire post exploitation* ..... : 50 000 €

**Site unique : 4 331 000 € (sur trois exercices de 2018 à 2020)**

- Etudes – A.M.O. et divers dossiers ICPE ..... : 200 000 €
- Aménagement du terrain (VRD et clôture...) ..... : 1 186 000 €
- Construction des bâtiments ..... : 2 741 000 €
- Station de lavage ..... : 54 000 €
- Quai de transfert..... : 100 000 €
- Pont bascule..... : 50 000 €

Le dossier de demande de subvention DETR a été remis fin décembre 2017, une nouvelle proposition a été transmise le 15 février dernier, afin de présenter un phasage sur deux exercices :

- tranche 1 : 1 947 137.50 €HT (subvention attendue 389 427.50 €HT)
- tranche 2 : 1 391 526.50 €HT (solde subvention.... 278 305.30 €HT)

**■ MONTANT TOTAL DE L'OPERATION..... : 3 338 664 €HT soit 4 006 397 € TTC**

Les contacts ont été pris avec l'ADEME pour compléter le financement et les soutiens pour cette opération (minimum attendu environ 667 730 €).

**❖ Plan de financement des travaux :**

- Montant des dépenses..... : **4 006 397 €**
- Subvention DETR ..... : 667 730 €
- Autres subventions ..... : 667 730 €
- FC.TVA ..... : 657 000 €
- TOTAL ..... : **1 992 460 €**

Réalisation d'emprunt sur une durée de 20 ans ..... : **2 200 000 €**

❖ Plan de financement du quai de transfert et pont bascule :

- Montant des dépenses..... : **150 000 €**
- Réalisation d'emprunt sur une durée de 20 ans..... : **100 000 €**

■ Incidence sur l'état de la dette :

- **140 000 €an (sur 20 ans)**

❖ Atténuation des charges de fonctionnement :

Les projections actuelles du regroupement des services sur un site unique, mettent en évidence les économies substantielles suivantes :

- Consommation du carburant
- Entretien du matériel
- Gestion du temps de travail
- La refonte des circuits diminuera le kilométrage parcouru par nos véhicules d'environ 26 000 km/an ; selon les études et analyses réalisées à partir des données enregistrées en 2017, un km coûte en moyenne 6 € l'économie attendue sera de **156 000 €an**
- Suppression de la location des garages de BARBASTE..... : **30 000 €an**

■ Incidence sur les charges de fonctionnement :

- **- 186 000 €an**

M. Michel PEDURAND fait référence au dernier Comité Syndical par rapport à la compétence du traitement des déchets et demande si la station de valorisation des déchets verts est incluse dans la prévision budgétaire.

- M. le Président confirme qu'elle n'y figure pas

Actions innovantes :

Etudes et éventuellement investissement, en adéquation avec propositions du Plan Départemental, sur des techniques qui permettront d'atteindre :

- **les objectifs de prévention règlementaires d'ici 2025 :**
  - Programme de Prévention des Déchets doit permettre de stabiliser la production des déchets en s'intégrant dans le cadre de la transition vers l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources (Loi de Transition Energétique : **-10% DMA produits par habitant**)
  - Instauration de la redevance spéciale (2018) et tarification incitative (2025)
- **les objectifs de réduction de l'enfouissement de 50%**, par rapport à 2010, notamment par la valorisation des produits collectés :
  - Organique (composteurs, dés hydrateurs.....)
  - Energétique (filière bois et déchets verts)

Emprunts envisagés pour le financement des opérations :

| OBJET   | MONTANT     | DUREE  | TAUX |
|---|-------------|--------|------|
| Acquisition 1 BOM en 2018   | 170 000 €   |        |      |
| Acquisition 1 BOM mixte en 2019   | 300 000 €   | 5 ans  | 1.2% |
| Acquisition 1 BOM en 2020   | 170 000 €   |        |      |
| Acquisition d'1 poly benne pour PAV et déchèteries en 2022                            | 100 000 €   | 5 ans  | 1.2% |
| Acquisition d'1 poly benne pour PAV et déchèteries en 2023                            | 100 000 €   |        |      |
| Colonnes tri PAV (nouvelles et renouvellement) en 2018                                | 70 000 €    |        |      |
| Colonnes tri PAV (nouvelles et renouvellement) en 2019                                | 40 000 €    | 6 ans  | 1.2% |
| Colonnes tri PAV (nouvelles et renouvellement) en 2020                                | 40 000 €    |        |      |
| Acquisition de conteneurs OM-déchets verts- R.S. en 2018                              | 30 000 €    | 6 ans  | 1.2% |
| Acquisition de compacteurs solaires OM en 2019  | 200 000 €   | 10 ans | 1.2% |
| Equipement des déchèteries (caissons et divers) en 2019                               | 30 000 €    | 6 ans  | 1.2% |
| Mise aux normes des déchèteries en 2021   | 50 000 €    | 20 ans |      |
| Site unique   |             |        |      |
| - 1 <sup>ère</sup> tranche des travaux (1 partie VRD-Bâtiments Adm. et tech.) en 2018 | 1 075 000 € |        |      |
| - 2 <sup>ème</sup> tranche (fin VRD et garages) en 2019                               | 1 075 000 € | 20 ans | 2%   |
| - Construction quai de transfert et pont bascule en 2020                              | 150 000 €   |        |      |



**SIMULATION DES REMBOURSEMENTS DES CREDITS POUR LA PERIODE DE 2018 A 2026**

| OBJET<br>ANNEE         | MONTANT ANNUITE |                |                |                |                |                |                |                |                 |
|------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
|                        | 2018            | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | 2026            |
| BOM 2017               | 123 450         | 123 450        | 123 450        | -              |                |                |                |                |                 |
| BOM 2018               | 18 800          | 36 000         | 36 000         | 36 000         | 36 000         | 36 000         |                |                |                 |
| BOM mixte 2019         |                 |                |                | 62 400         | 62 400         | 62 400         | 62 400         | 62 400         |                 |
| BOM 2020               |                 |                |                | 36 000         | 36 000         | 36 000         | 36 000         | 36 000         |                 |
| BOM CS                 | 24 550          | 24 550         | 24 550         | 24 550         |                |                |                |                |                 |
| POLYBENNE 2017         | 66 000          | 66 000         | 66 000         | 16 500         | 16 500         |                |                |                |                 |
| POLYBENNE 2022         |                 |                |                |                |                | 21 600         | 21 600         | 21 600         | 21 600          |
| POLYBENNE 2023         |                 |                |                |                |                |                | 21 600         | 21 600         | 21 600          |
| PAV 2017               | 42 450          | 42 450         | 42 450         | 42 450         | 16 600         | 11 400         | 2 700          | 2 700          | 2 700           |
| PAV 2018               |                 | 12 000         | 12 000         | 12 000         | 12 000         | 12 000         | 12 000         |                |                 |
| PAV 2019               |                 |                | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200          |                 |
| PAV 2020               |                 |                |                | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200          | 7 200           |
| CONTENEURS             | 10 350          | 10 350         | 10 350         | 8 600          | 8 600          | 5 200          | 5 200          | 5 200          | 5 200           |
| COMPACTEURS SOLAIRES   |                 | 22 200         | 22 200         | 22 200         | 22 200         | 22 200         | 22 200         | 22 200         | 22 200          |
| DECHETERIES            | 69 000          | 70 000         | 70 000         | 70 000         | 51 900         | 46 700         | 46 700         | 46 700         | 46 700          |
| SITE UNIQUE<br>terrain | 15 800          | 15 800         | 15 800         | 15 800         | 15 800         | 15 800         | 15 800         | 15 800         | 15 800          |
| 1ère tranche           |                 | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000          |
| 2ème tranche           |                 |                | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000         | 65 000          |
| quai transfert         |                 |                |                | 9 600          | 9 600          | 9 600          | 9 600          | 9 600          | 9 600           |
| <b>TOTAL</b>           | <b>375 600</b>  | <b>487 800</b> | <b>560 000</b> | <b>500 500</b> | <b>432 000</b> | <b>423 300</b> | <b>400 200</b> | <b>388 200</b> | <b>282 600</b>  |
| <b>OPTIMISATION</b>    |                 | <b>120 000</b> | <b>150 000</b> | <b>306 000</b> | <b>306 000</b> | <b>306 000</b> | <b>306 000</b> | <b>306 000</b> | <b>306 000</b>  |
| <b>RESULTAT</b>        | <b>375 600</b>  | <b>367 800</b> | <b>410 000</b> | <b>194 500</b> | <b>126 000</b> | <b>117 300</b> | <b>94 200</b>  | <b>82 800</b>  | <b>- 23 400</b> |

Durée des emprunts égale à la durée d'amortissement :

- 5 ans pour un véhicule,
- 6 ans pour les conteneurs, colonnes de PAV sélectif, caissons déchèteries,
- 10 ans pour les compacteurs solaires et dés hydrateurs
- 20 ans pour les constructions des bâtiments.

**PERSPECTIVES POUR LES PARTICIPATIONS DES COLLECTIVITES ADHERENTES  
ANNEE 2018**

L'effort consenti par les collectivités avec l'intégration des sommes dues au titre des régularisations des cotisations des exercices précédents et les démarches engagées au niveau de l'optimisation des collectes (OMR et sélectives) ont permis pour la 1<sup>ère</sup> fois de terminer un exercice en adéquation avec les prévisions budgétaires.

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES 2017</b>                 | <b>4 977 776,22 €</b> |
| <b>TOTAL DES PRODUITS 2017</b>                 | <b>1 018 966,15 €</b> |
| <b>Participations reçues en 2017</b>           | <b>4 329 585,21 €</b> |
| <i>MONTANT DES PARTICIPATIONS 2017</i>         | <i>4 148 503,21 €</i> |
| <i>REGULARISATION 2016</i>                     | <i>181 082,00 €</i>   |
| <b>TOTAL DES RECETTES 2017</b>                 | <b>5 348 551,36 €</b> |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE 2017</b>             | <b>370 775,14 €</b>   |
| <b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT 2016 REPORTE</b> | <b>867 570,49 €</b>   |

**EXCEDENT A REPORTER SUR 2018** **1 238 345,63**

M. Philippe LAGARDE tient à souligner les bons résultats de l'exercice 2017.

- L'analyse des coûts de fonctionnement 2017 fait apparaître un coût moyen de 116 €/habitant pour l'ensemble des services.
- Perspectives de calcul des participations des collectivités adhérentes



Le calcul des participations des collectivités adhérentes doit être basé sur les coûts réels des services (en y intégrant les coûts de l'administration générale, de la communication et de l'atelier calculés à habitant) et permettre de maintenir la péréquation des coûts de transport.

## **OBJECTIF 2018 : Maintenir le montant des participations 2017 pour l'année 2018, malgré l'augmentation de certains coûts de fonctionnement**

*M. Jean-Louis VINCENT tient à exposer le problème de la collecte et du traitement de l'amiante.*

- *M. le Président indique que le caractère dangereux de l'amiante nécessite des infrastructures et des filières spécifiques exclues du champ de compétence du SMICTOM LGB.*

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT),

**Vu** l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe)

**Vu** les statuts du SMICTOM LGB,

Suivant les dispositions du CGCT, l'examen du budget doit être précédé d'un débat de l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Ce rapport doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une révision des dépenses et des recettes.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.
- 

Après en avoir délibéré,

**Le Comité Syndical, à l'unanimité**

**Par son vote (à main levée)**

- **Article 1** : Prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu le débat d'orientation budgétaire de l'exercice 2018.

### **II. Délibération 2018-02 : Autorisation d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2018.**

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT),

**Vu** les statuts du SMICTOM LGB,

**Considérant**, suivant les dispositions du CGCT, que l'exécutif peut jusqu'à l'adoption du budget :

- **Sans délibération** : mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget précédent. L'exécutif est en outre en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
- **Avec délibération** : engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**Considérant**, qu'en raison du vote du budget primitif 2018 dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et afin d'assurer la continuité du fonctionnement des services, il est proposé d'autoriser le Président à engager les dépenses d'investissement avant le vote du budget, dans la limite des crédits présentés ci-dessous :

| Chapitre                           | Budget 2017 | Montant autorisé avant BP 2018 |
|------------------------------------|-------------|--------------------------------|
| 20 – Immobilisations incorporelles | 39 700      | 9925                           |
| 21 – Immobilisations corporelles   | 1 644 500   | 411 125                        |
| 23 – Immobilisations en cours      | 550 000     | 137500                         |

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

**Le Comité Syndical,**

**DECIDE**

- **Article 1 :** d'autoriser M. le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2018 jusqu'au vote du budget primitif 2018 dans la limite des crédits présentés ci-dessus.
- **Article 2 :** d'autoriser M. le Président ou son représentant légal à signer tous les documents relatifs à la présente délibération

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président lève la séance à 20 h.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus

Le Président

Alain LORENZELLI